

Unité départementale de l'Oise  
283, rue de Clermont  
ZA de la Vatine  
60000 Beauvais

Beauvais, le 13/08/2024

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/08/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**SUEZ RV NORD EST**

Le Champard - CD12  
60510 Rochy-Condé

Références : IC-R/0315/24-BV/VM  
Code AIOT : 0005106740

### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/08/2024 dans l'établissement SUEZ RV NORD EST implanté Le Champard - CD12 60510 Rochy-Condé. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SUEZ RV NORD EST
- Le Champard - CD12 60510 Rochy-Condé
- Code AIOT : 0005106740
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SITA OISE exploite un centre de transit de déchets issu de la collecte sélective de déchets ménagers et industriels, et un quai de transfert de déchets.

Les installations du site de Rochy-Condé sont réglementées par arrêté préfectoral complémentaire du 21 janvier 2020.

**Contexte de l'inspection :**

- Accident

**Thèmes de l'inspection :**

- Déchets

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle         | Référence réglementaire                         | Autre information |
|----|---------------------------|---|-------------------|
| 1  | Déclaration et Rapport    | Arrêté Préfectoral du 21/01/2020, article 2.5.1 | Sans objet        |
| 2  | Dispositif de confinement | Arrêté Préfectoral du 21/01/2020, article 7.4.2 | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le 05 août 2024, aux environs de 12h30, un dégagement de fumée sortait du casier de stockage en vrac de petits appareils ménagers (PAM) en provenance de déchetteries, collecté pour l'éco organisme "ECOLOGIC".

A 12h36, la caméra thermique positionnée sur ce stockage se déclenche. A 12h37 le personnel du site et la télésurveillance appellent simultanément les pompiers.

Il n'y a pas eu d'intervention des agents sur place. A 12h58, une première lance est mise en œuvre par les pompiers, puis deux autres lances pour maintenir le feu.

A 14h12, les pompiers mettent en œuvre un canon à mousse avec produits mouillants permettant de maîtriser le sinistre.

Environ 450 tonnes de déchets électriques et électroniques ont été complètement détruites par le feu.

Le dernier apport de PAM en vrac a eu lieu à 12h09. Après avoir visionné la vidéo de la séquence, l'inspection constate que le départ de feu se situe sur la partie avant du casier. Le dernier déchargement pourrait en être l'origine.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Déclaration et Rapport

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/01/2020, article 2.5.1   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rapport d'accident  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées. |
| <b>Constats :</b><br><br>Le 05 août 2024, aux environs de 12h30, un dégagement de fumée sortait du casier de stockage en vrac de petits appareils ménagers (PAM) en provenance de déchetteries, collecté pour l'éco  |

|   |
|---|
| <p>organisme "ECOLOGIC".</p> <p>A 12h36, la caméra thermique positionnée sur ce stockage déclenche. A 12h37 le personnel du site et la télésurveillance appellent simultanément les pompiers.</p> <p>Il n'y a pas eu d'intervention des agents sur place. A 12h58, une première lance est mise en œuvre par les pompiers, puis deux autres lances pour maintenir le feu.</p> <p>A 14h12, les pompiers mettent en œuvre un canon à mousse avec produits mouillants permettant de maîtriser le sinistre.</p> <p>Environ 450 tonnes de déchets électriques et électroniques ont été complètement détruites par le feu.</p> <p>L'exploitant communiquera le rapport d'accident à l'inspection sous quinze jours en application de l'article 2.5.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 21 janvier 2020 délivré à la société SITA Oise pour le site de Rochy-Condé.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Observation N°1 :</b> L'exploitant communiquera le rapport d'accident à l'inspection sous quinze jours en application de l'article 2.5.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 21 janvier 2020 délivré à la société SITA Oise pour le site de Rochy-Condé.</p> <p>L'exploitant communiquera le procès verbal de contrôle de la résistance des mégablocs.</p> <p>L'éco-organisme prend en charge l'élimination des déchets dans des installations dûment autorisées. Les réceptions de PAM en vrac sont suspendues sur le site jusqu'à l'évacuation des déchets calcinés. L'exploitant communiquera les justificatifs d'élimination à l'inspection.</p>  |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>   |

## N° 2 : Dispositif de confinement

|   |
|---|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/01/2020, article 7.4.2</p>   |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux d'extinction</p>  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées. Le confinement des eaux d'extinction est réalisé dans la citerne de 100 m<sup>3</sup>, le réseau de collecte des eaux par obturation et, sur une partie du site. Concernant, le dernier point, le dispositif de confinement consiste à construire un muret de 20 cm de hauteur, et par les effets de pente, les eaux d'extinctions sont dirigées vers la partie du site aménagée et dimensionnée pour une capacité de 689 m<sup>3</sup>.</p> <p>Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé en faisant la somme :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part ;</li> <li>- du volume de produit libéré lors d'un accident ou d'un incendie ;</li> <li>- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.</li> </ul> <p>L'exploitant s'assure de la disponibilité constante du volume de confinement minimal nécessaire de 689 m<sup>3</sup>. Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.</p> |

**Constats :**

Une causerie avait été réalisée sur la thématique incendie le 05 août 2024 matin. Le personnel a immédiatement isolé le rejet vers le bassin de récupération des eaux pluviales avec le ballon obturateur situé en aval du séparateur hydrocarbure.

Les eaux d'extinction sont tamponnées dans le réseau d'eaux pluviales. Les sociétés Eurofins pour les analyses et ORTEC pour le pompage ont été contactées.

Le volume d'eau utilisé pour l'extinction est estimé à environ 500 m<sup>3</sup>. Ces eaux seront dirigées vers des filières de traitement appropriées.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Observation N° 2 :** l'exploitant communiquera à l'inspection les justificatifs relatifs à l'élimination des eaux d'extinction, au nettoyage du séparateur et des réseaux, le procès verbal de remise en service de l'obturateur.

**Type de suites proposées :** Sans suite